

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2009 — 2626

[C — 2009/29368]

14 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la liste des titres requis pour les fonctions d'éducateur-économiste et de secrétaire de direction dans les établissements d'enseignement libres subventionnés et officiels subventionnés et de comptable dans les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné spécialement son article 54sexies, inséré par le décret du 30 avril 2009 concernant la comptabilité des écoles et l'accès à certaines fonctions de sélection et de promotion;

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné spécialement son article 44, § 5, inséré par le décret du 30 avril 2009 concernant la comptabilité des écoles et l'accès à certaines fonctions de sélection et de promotion;

Vu le décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française spécialement son article 18, modifié par les décrets des 18 juillet 2008 et 30 avril 2009;

Vu le décret du 30 avril 2009 concernant la comptabilité des écoles et l'accès à certaines fonctions de sélection et de promotion;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 avril 2009;

Vu l'accord du Ministre du budget, donné le 30 avril 2009;

Vu le protocole de négociation du Comité de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux B Section II et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné du 11 mai 2009;

Vu le protocole de concertation du Comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres P.M.S. subventionnés reconnus par le Gouvernement du 11 mai 2009;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement obligatoire,

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 14 mai 2009,

Arrête :

Article 1^{er}. La liste des titres requis pour la fonction de comptable visée à l'article 18 du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française et d'éducateur-économiste visée à l'article 54sexies du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné et à l'article 44, § 5 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné est déterminée conformément à l'annexe 1^{re} du présent arrêté.

Art. 2. La liste des titres requis pour la fonction de secrétaire de direction visée à l'article 54sexies et du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné et à l'article 44, § 5 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné est déterminée conformément à l'annexe 2 du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2009 en ce qui concerne les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française et le 1^{er} septembre 2009 pour les établissements d'enseignement subventionnés par la Communauté française.

Art. 4. Le Ministre qui a l'Enseignement obligatoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 mai 2009.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,

C. DUPONT

Annexe 1^{re} à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mai 2009 fixant la liste des titres requis pour les fonctions d'éducateur-économiste et de secrétaire de direction dans les établissements d'enseignement libres subventionnés et officiels subventionnés et de comptable dans les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française

Art. N1. Annexe 1^{re}. Comptable/Educateur-économiste

Liste des titres de capacité :

1) Diplômes de l'enseignement supérieur universitaire	
1 ^{er} cycle	2 ^e cycle
— Candidat en sciences de gestion — Bachelier en sciences de gestion	— Licencié/Maître en sciences de gestion — Master en sciences de gestion
— Candidat en sciences économiques — Bachelier en sciences économiques	— Licencié/Maître en sciences économiques — Master en sciences économiques

— Candidat en sciences économiques et de gestion — Bachelier en sciences économiques et de gestion	— Licencié en gestion de l'entreprise — Master en sciences de gestion
— Candidat ingénieur de gestion — Bachelier ingénieur de gestion	— Ingénieur de gestion — Master ingénieur de gestion
— Candidat ingénieur commercial — Bachelier ingénieur commercial	— Ingénieur commercial — Master - ingénieur commercial
2) Diplômes de l'enseignement supérieur non universitaire de plein exercice de type court	
— Gradué en comptabilité-administration — Bachelier en comptabilité-administration	
— Gradué en comptabilité — Bachelier en comptabilité	
— Gradué en marketing — Bachelier en marketing	
— Gradué en commerce extérieur — Bachelier en commerce extérieur	
— Gradué en commerce — Bachelier en commerce	
— Gradué en management — Bachelier en management	
— Gradué en marketing-management — Bachelier en marketing-management	
— Gradué en sciences commerciales et administratives — Bachelier en sciences commerciales et administratives	
— AESI - section Commerce — AESI B section Sciences économiques et sciences économiques appliquées — AESI B sous-section Sciences économiques et sciences économiques appliquées — AESI-bachelier sous-section Sciences économiques et sciences économiques appliquées — Bachelier-AESI sous-section Sciences économiques et sciences économiques appliquées	
3) Diplômes de l'enseignement supérieur non universitaire de plein exercice de type long	
— Candidat en Sciences commerciales — Bachelier en gestion de l'entreprise	— Licencié en Sciences commerciales — Master en gestion de l'entreprise
— Candidat ingénieur commercial — Bachelier ingénieur commercial	— Ingénieur commercial — Master - ingénieur commercial
4) Diplômes de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court de régime 1	
— Gradué en comptabilité — Bachelier en comptabilité	
— Gradué en marketing — Bachelier en marketing	
— Gradué en marketing-management — Bachelier en marketing-management	
— Gradué en management — Bachelier en management	
— Gradué en gestion-marketing	
— Gradué en commerce extérieur — Bachelier en commerce extérieur	
— Gradué en commerce — Bachelier en commerce	
— Gradué en sciences commerciales et administratives — Bachelier en sciences commerciales et administratives	

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la liste des titres requis pour les fonctions d'éducateur-économiste et de secrétaire de direction dans les établissements d'enseignement libres subventionnés et officiels subventionnés et de comptable dans les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,
Ch. DUPONT

Annexe 2 à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mai 2009 fixant la liste des titres requis pour les fonctions d'éducateur-économiste et de secrétaire de direction dans les établissements d'enseignement libres subventionnés et officiels subventionnés et de comptable dans les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française

Art. N2. Annexe 2. Secrétaire de direction

Liste des titres de capacité :

1) Diplômes de l'enseignement supérieur universitaire	
1 ^{er} cycle	2 ^e cycle
— Candidat en droit — Bachelier en droit	— Licencié en droit — Master en droit
— Candidat en sciences politiques — Bachelier en sciences politiques	— Licencié en sciences politiques — Master en sciences politiques
	— Licencié en sciences du travail — Master en sciences du travail
2) Diplômes de l'enseignement supérieur non universitaire de plein exercice de type court	
— Gradué en droit — Bachelier en droit	
— Gradué en secrétariat de direction — Bachelier en secrétariat de direction	
— Gradué en secrétariat — Bachelier en secrétariat	
— Gradué en secrétariat-langues — Bachelier en secrétariat-langues	
— Gradué en relations publiques — Bachelier en relations publiques	
— Gradué en sciences administrative et gestion publique — Bachelier en sciences administrative et gestion publique	
— Gradué en administration et gestion du personnel — Bachelier en administration et gestion du personnel	
— Gradué en gestion des ressources humaines — Bachelier en gestion des ressources humaines	
3) Diplômes de l'enseignement supérieur non universitaire de plein exercice de type long	
1 ^{er} cycle	2 ^e cycle
— Candidat en sciences administratives — Bachelier en gestion publique	— Licencié en Sciences administratives — Master en gestion publique
4) Diplômes de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court de régime 1	
— Gradué en secrétariat — Bachelier en secrétariat	
— Gradué en secrétariat-langues — Bachelier en secrétariat-langues	
— Gradué en secrétariat de direction — Bachelier en secrétariat de direction	
— Gradué en droit — Bachelier en droit	
— Gradué en relations publiques — Bachelier en relations publiques	
— Gradué en sciences commerciales et administratives — Bachelier en sciences commerciales et administratives	
— Gradué en gestion des ressources humaines — Bachelier en gestion des ressources humaines	

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la liste des titres requis pour les fonctions d'éducateur-économiste et de secrétaire de direction dans les établissements d'enseignement libres subventionnés et officiels subventionnés et de comptable dans les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,
Ch. DUPONT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 2626

[C — 2009/29368]

14 MEI 2009. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de lijst van vereiste bekwaamheidsbewijzen voor de ambten van opvoeder-huismeester en directiesecretaris in de inrichtingen van het vrij gesubsidieerd onderwijs en van het officieel gesubsidieerd onderwijs en van boekhouder in de door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijsinrichtingen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, inzonderheid op artikel 54 sexies, ingevoegd bij het decreet van 30 april 2009 betreffende de comptabiliteit van de scholen en de toegang tot sommige selectieambten en bevorderingsambten;

Gelet op het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, inzonderheid op artikel 44, § 5, ingevoegd bij het decreet van 30 april 2009 betreffende de comptabiliteit van de scholen en de toegang tot sommige selectieambten en bevorderingsambten;

Gelet op het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 18, gewijzigd bij de decreten van 18 juli 2008 en 30 april 2009;

Gelet op het decreet van 30 april 2009 betreffende de comptabiliteit van de scholen en de toegang tot sommige selectieambten en bevorderingsambten;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 april 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 30 april 2009;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van het Comité van sector IX, van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten B Afdeling II, en van het Onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het vrij gesubsidieerd onderwijs van 11 mei 2009;

Gelet op het overlegprotocol van het Comité voor het overleg tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en de door de Regering erkende gesubsidieerde P.M.S.-centra van 11 mei 2009;

Op de voordracht van de Minister van Leerplichtonderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 mei 2009,

Besluit :

Artikel 1. De lijst van vereiste bekwaamheidsbewijzen voor het ambt van boekhouder, bedoeld in artikel 18 van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, en van opvoeder-huismeester, bedoeld in artikel 54 sexies van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, en in artikel 44, § 5 van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, wordt bepaald overeenkomstig bijlage 1 van dit besluit.

Art. 2. De lijst van vereiste bekwaamheidsbewijzen voor het ambt van directiesecretaris, bedoeld in artikel 54 sexies van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, en in artikel 44, § 5 van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, wordt bepaald overeenkomstig bijlage 2 van dit besluit.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2009, voor de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, en op 1 september 2009, voor de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs.

Art. 4. De Minister bevoegd voor het Leerplichtonderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 mei 2009.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,

M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,

C. DUPONT

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 2627

[C — 2009/29383]

27 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant l'appel d'offres pour l'attribution de radiofréquences et d'un réseau de radiofréquences pour la diffusion de services de radiodiffusion sonore en mode analogique par voie hertzienne terrestre

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 20 décembre 2001 fixant le cadastre initial de référence de la Communauté française pour la radiodiffusion sonore en modulation de fréquence dans la bande 87,5-108 MHz et modifiant le décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore de la Communauté française;

Vu le décret du 27 février 2003 sur les services de médias audiovisuels, dans sa version du 5 février 2009, et en particulier ses articles 54, 99, 103bis et 104;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 décembre 2007 relatif au nombre, à la structure et à la zone de service des réseaux de radiofréquences à insérer dans l'appel d'offre visé à l'article 104 du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion;